



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le **27 DEC. 2016**

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

## **ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société ROBATEL Industries dans son établissement situé rue de Genève à GENAS ;

VU le rapport du 14 novembre 2016 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 14 novembre 2016 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de GENAS, exploité par la société ROBATEL Industries, a permis à l'inspection des installations classées de faire les constatations suivantes :

- ◆ aucune étude foudre n'a été réalisée depuis le début d'exploitation de l'établissement ;
- ◆ le site n'est pas totalement isolé en cas d'incendie, et notamment du réseau d'eaux usées ;
- ◆ les modalités de gestion des eaux pluviales, prévues par l'étude technico-économique de septembre 2014, ne sont pas compatibles avec la doctrine « eaux pluviales » du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Est Lyonnais ;

CONSIDERANT ainsi, qu'il est établi que la société ROBATEL Industries ne respecte pas l'ensemble des dispositions applicables à son établissement ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient de demander à la société ROBATEL Industries de se conformer à l'ensemble des prescriptions s'imposant à son établissement fixé rue de Genève à GENAS ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

## ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société ROBATEL Industries, rue de Genève à GENAS, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 4.3.5 et 6.2.5 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 modifié susvisé.

A cet effet, elle devra :

*\* dans un délai de 3 mois :*

- transmettre les résultats de l'analyse foudre et le calendrier des actions correctives à mettre en oeuvre,
- réaliser les travaux nécessaires au confinement total du site.

*\* dans un délai de 6 mois :*

- compléter et mettre à jour l'étude technico-économique en intégrant les éléments de la doctrine « eaux pluviales » du SAGE de l'Est Lyonnais.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.


**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GENAS,
- à l'exploitant.

Lyon, le 27 DEC. 2016

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire général adjoint  
Sous-Préfet de l'arrondissement de Lyon

  
Denis BRUEL